



10^{ème} RÉUNION DU COMITÉ PERMANENT
8-10 juillet 2015, Kampala, Uganda

**CRITÈRES DE SÉLECTION DES POPULATIONS AEWA PRIORITAIRES POUR
L'ÉLABORATION DE PLANS D'ACTION ET DE GESTION, PROCESSUS
D'ÉVALUATION DE PLANS D'ACTION EN VUE DE LEUR RÉVISION OU DE LEUR
RETRAIT, ET CONSEILS SUR LA DÉFINITION DES PRINCIPAUX ÉTATS
DE L'AIRE DE RÉPARTITION DANS LES PLANS D'ACTION**

Compilé par le Comité technique de l'AEWA

Introduction

L'élaboration de plans d'action et de gestion des espèces au titre de l'AEWA est un processus dynamique. Les organes dirigeant l'AEWA, les États de l'aire de répartition et diverses autres parties prenantes ont acquis beaucoup d'expérience au cours des 20 années d'existence de l'Accord. L'élaboration de ces plans se poursuivant, il est nécessaire de maintenir des critères clairs et des lignes directrices pour orienter les différentes étapes du processus de planification et de mise en œuvre.

Trois secteurs nécessitant des critères et des conseils ont ainsi été identifiés, en particulier au cours de cette période triennale :

- La définition de priorités parmi les espèces susceptibles de faire l'objet d'un plan d'action ou de gestion au titre de l'AEWA ;
- L'évaluation des plans d'action internationaux par espèce de l'AEWA en vue de leur révision ou de leur retrait ; et
- La définition des principaux États de l'aire de répartition dans les plans d'action portant sur des espèces ayant une vaste aire de répartition.

Le Comité technique de l'AEWA a adopté les conseils et les critères suivants lors de sa 12^{ème} réunion, qui s'est tenue du 3 au 6 mars 2015 à Bonn, Allemagne. Les critères de sélection des espèces prioritaires pouvant faire l'objet de plans de gestion pourraient encore être légèrement ajustés avant la Réunion des Parties en fonction d'un exercice de définition des priorités qui sera mené par le Comité technique dans les prochains mois. Le Comité permanent sera dûment notifié dans le cas d'un ajustement du texte actuel.

Action requise du Comité permanent :

Le Comité permanent est invité à approuver le document de la réunion pour soumission à la 6^{ème} session de la Réunion des Parties à l'AEWA en novembre 2015, au cours de laquelle les Parties seront invitées à adopter le processus proposé pour la révision et le retrait des plans d'action, et à prendre note d'autres critères et conseils préparés par le Comité technique.

A. CRITÈRES DE SÉLECTION DES POPULATIONS AEWA PRIORITAIRES POUR L'ÉLABORATION DE PLANS D'ACTION ET DE GESTION

Contexte

En 2008, la première édition de l'étude de l'AEWA sur le stade de préparation et de mise en œuvre des plans d'action internationaux par espèce (ISSAP) a été compilée et présentée à la 4^{ème} session de la Réunion des Parties. Cette étude a notamment proposé une liste de populations prioritaires pour lesquelles des ISSAP devraient être élaborés ; cette liste de priorités a été approuvée par la MOP4 à travers la résolution 4.4.

Lors de la MOP5, le Secrétariat a présenté un *Résumé de la situation de la production et de la coordination des plans d'action par espèce et des plans de gestion des espèces* (document AEWA/MOP 5.24). La MOP5 a également adopté des amendements au Tableau 1 de l'AEWA, ce qui signifiait qu'il était nécessaire de réviser la liste des priorités approuvées par la MOP4. Pour cette raison, la MOP5 a demandé au Comité technique, à travers la résolution 5.8, de réviser la liste des priorités pour les ISSAP lors de sa première réunion suivant chaque Réunion des Parties, à la lumière des changements approuvés pour le Tableau 1. Le Comité technique a ensuite adopté les critères suivants lors de sa 11^{ème} réunion en août 2012, et ceux-ci ont été utilisés pour définir les espèces prioritaires pour l'élaboration de plans d'action entre la MOP5 et la MOP6. Ces critères génériques seront appliqués par le Comité technique pour définir, après chaque réunion des Parties, les populations d'espèces prioritaires.

De plus, suite au développement et à la mise en œuvre réussie du Plan de gestion international de l'AEWA pour l'Oie à bec court, adopté lors de la MOP5 en 2012, il est nécessaire que le Comité technique définisse les populations prioritaires devant bénéficier d'un plan de gestion. La gestion des populations d'oiseaux d'eau est requise en vertu du paragraphe 4.3.4 du Plan d'action de l'AEWA qui appelle les Parties à coopérer afin d'élaborer des plans de gestion pour les populations causant des dommages significatifs, notamment aux cultures et à la pêche. En outre, la cible 2.5 du Plan stratégique de l'AEWA 2009-2017 stipule qu'une gestion adaptative des prélèvements des populations de proie doit être assurée au niveau international et que, à cette fin, des plans internationaux de prélèvement devraient être élaborés et mis en œuvre pour au moins deux populations d'espèces gibier. Les critères génériques que le Comité technique applique afin d'identifier les populations d'espèces prioritaires pour la planification de la gestion après chaque Réunion des Parties sont également énumérés ci-après.

A1. Critères de définition des priorités pour les plans d'action internationaux par espèce

Objectif : Les plans d'action internationaux par espèce de l'AEWA sont des plans de rétablissement des espèces/populations figurant dans la colonne A avec une priorité pour les espèces les plus menacées inscrites dans la catégorie 1, les catégories 2 et 3 marquées d'un astérisque, et la catégorie 4 dans la colonne A du Tableau 1 du Plan d'action de l'AEWA, et ont pour objectif que ces espèces retrouvent un état de conservation favorable.

Comme convenu lors de la 11^{ème} réunion du Comité technique, les critères suivants sont appliqués pour la sélection et la priorisation des populations devant bénéficier d'un plan d'action (à appliquer successivement) :

- 1) **Statut sur la Liste rouge de l'UICN** - dans l'ordre décroissant : *En danger critique d'extinction* (CR), *En danger* (EN), *Vulnérable* (VU), *Quasi menacé* (NT) et *Préoccupation mineure* (LC) ;
- 2) **Estimation de la taille de la population** - dans l'ordre décroissant depuis l'estimation la plus basse jusqu'à la plus élevée. Les estimations doivent être extraites du dernier Rapport sur l'état de conservation (CSR - *Conservation Status Review*). Lorsque l'estimation de la taille d'une population est exprimée par un intervalle (p. ex. 1-10 000), la moyenne géométrique est utilisée pour le classement (c.-à-d. 5 000). Lorsque l'estimation de la taille d'une population est exprimée par un nombre fini (p. ex. 5 000), la population est classée au-dessus de toute population ayant une moyenne géométrique égale mais dont l'estimation de la taille est exprimée par un intervalle (p. ex. 5 000 en tant qu'estimation exacte de la population est mieux classée que 5 000 en tant que moyenne géométrique de l'estimation de l'intervalle 1-10 000).

Lorsque deux ou plusieurs populations ont la même estimation de population, celles appartenant à des espèces dont les effectifs sont plus faibles au sein de la zone de l'Accord sont mieux classées.

- 3) **Estimation de la tendance de la population** - dans l'ordre décroissant : *En déclin, Fluctuation, Inconnue, Stable et En augmentation*, et avec des estimations tirées du dernier CSR.
- 4) **Vulnérabilité au changement climatique** - *Élevée, Moyenne ou Faible*, selon le rapport sur les effets du changement climatique sur les oiseaux d'eau migrateurs de la voie de migration d'Afrique-Eurasie présenté à la MOP4 (AEWA/MOP 4.27).

A2. Critères de définition des priorités pour les plans internationaux de gestion par espèce

Objectif : L'AEWA prévoit également la réglementation des prélèvements portant sur des espèces/populations couvertes par l'Accord. Les plans de gestion de l'AEWA ont donc pour objectif de restaurer ou de maintenir dans un état de conservation favorable les espèces/populations faisant l'objet d'interactions avec l'homme. Les plans de gestion peuvent être élaborés pour des espèces/populations figurant dans les colonnes B ou C du Tableau 1 du Plan d'action de l'AEWA.

Il existe deux types de plans de gestion en vertu de l'Accord - ceux ayant un objectif de restauration et ceux visant à gérer les populations causant des dommages significatifs à l'agriculture ou à la pêche, tout en maintenant un état de conservation favorable.

1. Plan de gestion ayant un objectif de restauration

Ce type de plan s'applique aux espèces/populations figurant en catégorie 2c dans la colonne B (montrant un déclin significatif à long terme) et 2d (montrant de fortes fluctuations de la taille ou de la tendance de la population) faisant l'objet de prélèvements pouvant ou non leur causer des dommages.

Les priorités d'élaboration de plans de gestion pour ce groupe d'espèces/populations seront définies selon les deux critères suivants, à appliquer consécutivement:

- 1) **Estimation de la taille de la population** - dans l'ordre décroissant depuis l'estimation la plus basse jusqu'à la plus élevée. Les estimations doivent être extraites du dernier Rapport sur l'état de conservation (CSR - *Conservation Status Review*). Lorsque l'estimation de la taille d'une population est exprimée par un intervalle (p. ex. 1-10 000), la moyenne géométrique est utilisée pour le classement (c.-à-d. 5 000). Lorsque l'estimation de la taille d'une population est exprimée par un nombre fini (p. ex. 5 000), la population est classée au-dessus de toute population ayant une moyenne géométrique égale mais dont l'estimation de la taille est exprimée par un intervalle (p. ex. 5 000 en tant qu'estimation exacte de la population est mieux classée que 5 000 en tant que moyenne géométrique de l'estimation de l'intervalle 1-10 000).

Lorsque deux ou plusieurs populations ont la même estimation de population, celles appartenant à des espèces dont les effectifs sont plus faibles au sein de la zone de l'Accord sont mieux classées.

- 2) **Estimation de la tendance de la population** - dans l'ordre décroissant : *En déclin, Fluctuation, Inconnue, Stable et En augmentation*, et avec des estimations tirées du dernier CSR.

2. Plans de gestion visant à gérer les populations qui causent des dommages significatifs à l'agriculture ou à la pêche, tout en les maintenant dans un état de conservation favorable

Ces types de plans correspondent aux espèces/populations qui causent des dommages significatifs et qui figurent dans les colonnes B ou C.

Les priorités d'élaboration de plans de gestion pour ce groupe d'espèces/populations seront définies selon les deux critères suivants, à appliquer consécutivement :

- 1) **Estimation de la tendance de la population** - dans l'ordre décroissant depuis l'estimation la plus haute jusqu'à la plus basse : *En augmentation*, *Stable* et *Inconnue*. Les estimations doivent être extraites du dernier CSR.

- 2) **Estimation de la taille de la population** - dans l'ordre décroissant depuis l'estimation la plus basse jusqu'à la plus élevée. Les estimations doivent être extraites du dernier Rapport sur l'état de conservation (CSR - *Conservation Status Review*). Lorsque l'estimation de la taille d'une population est exprimée par un intervalle (p. ex. 1-10 000), la moyenne géométrique est utilisée pour le classement (c.-à-d. 5 000). Lorsque l'estimation de la taille d'une population est exprimée par un nombre fini (p. ex. 5 000), la population est classée au-dessus de toute population ayant une moyenne géométrique égale mais dont l'estimation de la taille est exprimée par un intervalle (p. ex. 5 000 en tant qu'estimation exacte de la population est mieux classée que 5 000 en tant que moyenne géométrique de l'estimation de l'intervalle 1-10 000).

B. PROCESSUS D'ÉVALUATION DES PLANS D'ACTION INTERNATIONAUX PAR ESPÈCE DE L'AEWA EN VUE DE LEUR RÉVISION OU DE LEUR RETRAIT

Contexte

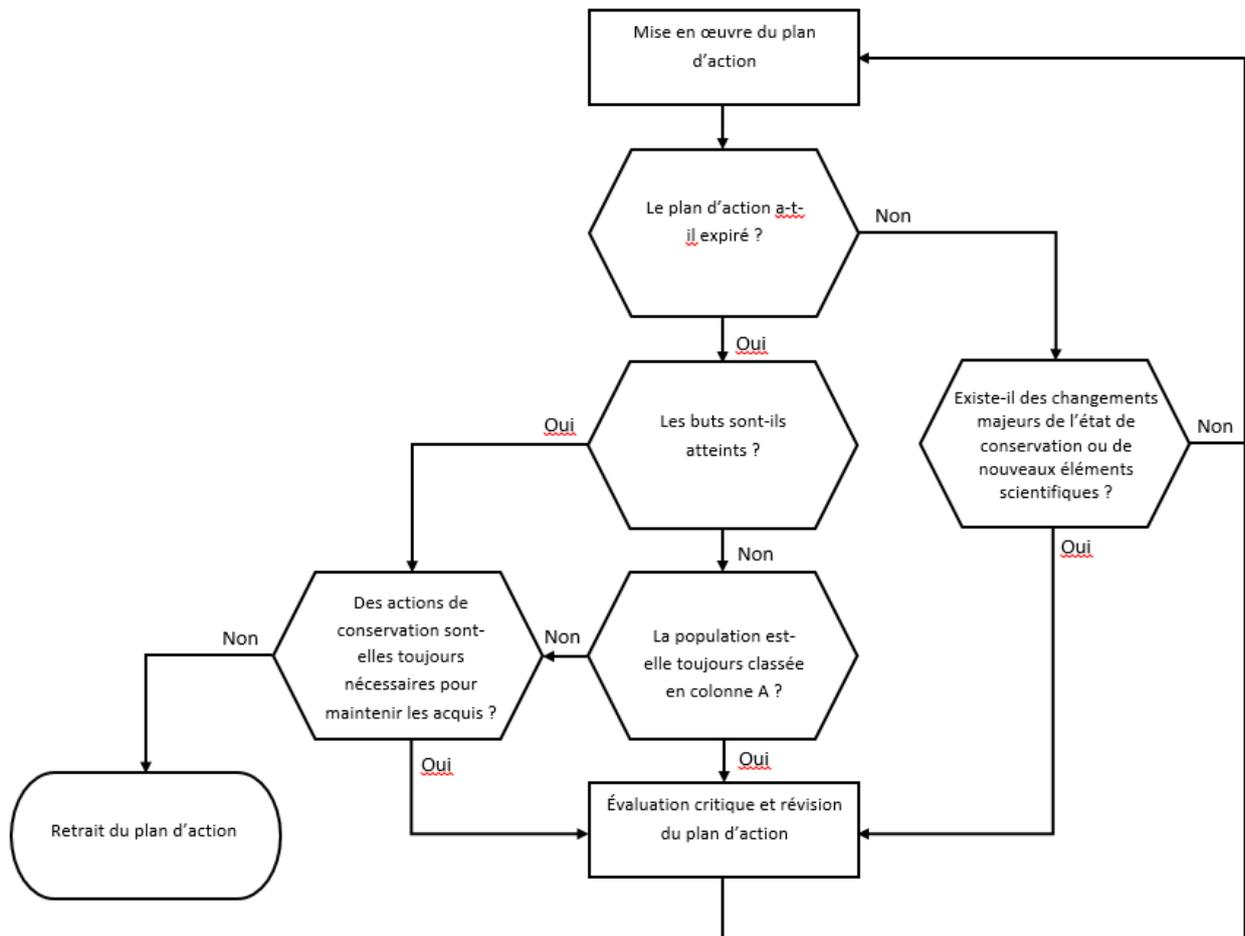
Jusqu'à présent, le processus de planification des actions en vertu de l'AEWA ne prévoit pas de procédure définie pour l'évaluation des plans d'action en vue de leur révision et/ou de leur retrait de la mise en œuvre par les Parties. Un changement de l'état de conservation des populations d'espèces et/ou la mise en œuvre réussie de plans d'action peut toutefois justifier la révision et/ou le retrait de certains plans. Il est également nécessaire que le Comité technique réévalue les priorités des populations d'espèces sur lesquelles portent des plans d'action qui ne sont pas activement mis en œuvre. Si, après l'évaluation, ces espèces/populations se situent toujours au haut de la liste des priorités pour la planification des actions, une révision du plan d'action doit être envisagée. Si l'évaluation détermine que l'espèce/population n'est plus prioritaire, le Comité technique pourra envisager de recommander le retrait du plan en question.

Il est donc proposé d'adopter un processus de prise de décision sur la base duquel le Comité technique de l'AEWA pourra évaluer l'état des plans d'action et potentiellement recommander leur retrait par la Réunion des Parties. Les plans ainsi sélectionnés seront retirés de la liste des plans d'action à mettre en œuvre par les Parties en vertu de l'Accord, et les espèces/populations figureront à nouveau sur la liste des espèces/populations examinées pour la planification des actions.

Le tableau ci-après donne un aperçu des plans qui actuellement ne sont pas activement mis en œuvre tel que rapporté par les États de l'aire de répartition dans leurs rapports nationaux **OU** tel qu'évalué par le Bilan de la mise en œuvre des plans d'action internationaux par espèce et des plans de gestion par espèce de l'AEWA **OU** pour lesquels aucun mécanisme de mise en œuvre coordonnée au niveau international n'a été établi. **Le retrait de ces plans n'est PAS proposé à l'heure actuelle, mais tous demandent à être réévalués par le Comité technique pour être soit révisés, soit retirés.**

Espèce	Proposition d'inscription au Tableau 1 – MOP6	Adoption	Révision prévue	Statut UICN	NOTE
Érismature maccoa (<i>Oxyura maccoa</i>)	A1c	MOP4 en 2008	2018	NT	ISSAP AEWA
Érismature à tête blanche (<i>Oxyura leucocephala</i>)	A1b	MOP3 en 2005	2015	EN	ISSAP conjoint AEWA/CMS/UE
Râle des genêts (<i>Crex</i>)	C1	MOP3 en 2005	2015	LC	ISSAP conjoint AEWA/CMS/UE
Fuligule nyroca (<i>Aythya nyroca</i>)	3 pops – A1a1c A1a 3c A1a3c	MOP3 en 2005	2015	NT	ISSAP conjoint AEWA/CMS
Bécassine double (<i>Gallinago media</i>)	A2A4	MOP2 en 2002	2005	NT	ISSAP conjoint AEWA/ Convention de Berne
Glaréole à ailes noires Pratincole (<i>Glareola nordmanni</i>)	A4	MOP2 en 2002	2005	NT	ISSAP conjoint AEWA/ Convention de Berne

Suggestion de processus de prise de décision pour l'évaluation des ISSAP en vue de leur révision ou de leur retrait :



Processus de révision ou de retrait des ISSAP

La révision ou le retrait des plans d'action suivant le processus de décision décrit ci-dessus pourra être proposé à la Réunion des Parties à l'AEWA par le Comité technique, en étroite collaboration avec le Secrétariat de l'Accord, le cas échéant. Sur la base d'une telle proposition, la Réunion des Parties sera invitée à décider si le ou les plans proposés doivent être révisés/retirés ou non.

Dans le cas des plans d'action établis conjointement avec d'autres organisations intergouvernementales internationales (Convention sur les espèces migratrices, Convention de Berne, Commission européenne), le Secrétariat PNUE/AEWA consultera les organisations concernées suivant la recommandation du Comité technique et les informera par la suite de la révision ou du retrait du plan d'action conjoint selon le processus de l'AEWA. Suite à une décision de la MOP de réviser/retirer un plan d'action, le Secrétariat publiera également les informations sur le site Web de l'AEWA et y indiquera les plans qui ont été retirés.

Le Comité technique de l'AEWA continuera de surveiller l'état des espèces dont les plans d'action ont été retirés dans le cadre du CSR et de la sélection des espèces AEWA prioritaires pour l'élaboration de plans d'action et de gestion. Si les populations de ces espèces redeviennent des priorités pour un plan d'action - par exemple sur la base de nouvelles informations ou d'un changement de leur état de conservation - le Secrétariat fera le nécessaire pour que le plan d'action retiré soit révisé et soumis à la MOP pour adoption et mise en œuvre ultérieure.

C. CONSEILS SUR LA DÉFINITION DE LA PORTÉE SPATIALE DU PLAN D'ACTION POUR LES ESPÈCES AYANT UNE AIRE DE RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE ÉTENDUE

Contexte

Diverses approches sont utilisées dans les plans d'action de l'AEWA pour déterminer la portée géographique et les principaux États de l'aire de répartition qui portent la responsabilité principale de la mise en œuvre des plans. Pour les plans d'action couvrant des populations d'espèces ayant une répartition géographique étendue, des effectifs relativement élevés, et/ou différentes sous-espèces, une approche plus différenciée peut être nécessaire, limitant la portée du plan afin que les actions à mettre en œuvre d'urgence restent concentrées sur les États de l'aire de répartition les plus importants.

La catégorisation proposée ci-dessous a été introduite dans le projet de Plan d'action international par espèce de l'AEWA pour le Courlis cendré, qui couvre les sous-espèces *Numenius a. arquata*, *N. a. orientalis* et *N. a. suschkini*, et qui devrait être adopté par la MOP6 en novembre 2015.

Définition de la portée spatiale de l'ISSAP pour les espèces ayant une aire de répartition géographique étendue

Les catégories suivantes sont proposées pour définir la portée géographique et pour déterminer les principaux États de l'aire de répartition pour les espèces ayant une aire de répartition géographique mondiale étendue :

- **Principaux États de l'aire de répartition** : Les États de l'aire de répartition qui accueillent régulièrement un pourcentage donné (de 1 à 5 % de la population biogéographique) des effectifs nicheurs et/ou non nicheurs d'une espèce/sous-espèce ; et, idéalement, sans dépasser 20 pays ;
- **États de l'aire de répartition à surveiller** : États de l'aire de répartition disposant actuellement de données insuffisantes pour évaluer leur importance pour les espèces ;
- **États de l'aire de répartition à consulter** : États de l'aire de répartition qui accueillent des effectifs nicheurs et/ou non nicheurs inférieurs au seuil fixé en pourcentage (de 1 à 5 % de la population biogéographique). Après consultation, ces États de l'aire de répartition peuvent choisir d'être considérés comme États de l'aire de répartition principaux dans le cadre de la mise en œuvre de l'ISSAP.